

ment, il a refusé d'assumer ses responsabilités.

Begin a trahi l'accord qu'il y avait entre nous. J'ai rempli mon devoir de citoyen en faisant une guerre que je n'approuvais pas, et j'en ai payé le prix. Pas lui. Il ne m'a pas expliqué pourquoi il m'a fait payer ce prix.

Peut-être aurais-je pu pardonner au vieil homme et le laisser ruminer ses remords en paix. Je l'aurais peut-être fait, s'il n'était pas parti en nous laissant avec la source du mal devant la porte. S'il avait confondu publiquement l'homme qui l'a entraîné dans l'aventure sanguinaire. Peut-être lui aurais-je pardonné s'il avait démasqué le chevalier de l'Apocalypse qui continue de semer la destruction partout où il passe.

Mais Begin n'a rien fait de tout cela; et les veuves de 1982 envoient déjà leurs fils orphelins sur les champs de bataille. Mon fils est là-bas, à la frontière libanaise, et Sharon appelle à élargir la zone de sécurité. Il n'a pas encore bu le lot de sang qu'il exige de nous pour apaiser sa soif et l'homme qui aurait dû payer au moins une partie de l'addition a rendu l'âme hier en emportant ses secrets avec lui.

Moi, je ne pardonnerai pas. Je ne peux pas, mes moignons me font mal.

Gabi BASHAN  
*Hadashot*, 10 mars 1992.

## L'EXTRÊME DROITE SE PRÉPARE AUX ÉLECTIONS

Tous ceux qui suivent les déclarations récentes des dirigeants de la droite radicale perçoivent l'inquiétude qui émerge de leurs rangs. Malgré les nombreux bénéfices qu'ils ont tirés des deux dernières années de coalition avec Shamir et bien que les sondages indiquent un accroissement de leur audience, la peur gagne du terrain parmi les fidèles du Grand Israël qui craignent de plus en plus que les pro-

chaines élections ne transforment leur réussite sans précédent en échec colossal.

De fait, l'histoire de la droite radicale israélienne est celle d'une réussite parmi les plus saisissantes de la politique israélienne. Le petit groupe d'illuminés qui, en 1967, ont jeté un pont entre les adeptes militaires du « pas un pouce de terrain rendu » et les croyants messianiques de la rédemption d'Israël est devenu, dans les années 1980, une force politique très influente. Aujourd'hui, ces gens disposent d'un mini-État en Judée-Samarie, de trois partis politiques, d'un lobby puissant au sein du Likoud, du Parti national religieux et du Shass. Sur le plan des idées, ils peuvent se prévaloir du soutien de 20 à 25 % des Israéliens qui partagent leur fidélité mystique au Grand Israël, leur foi ou leur traditionalisme, leur haine des Arabes et leur mépris pour le pluralisme politique.

La droite radicale a atteint le sommet de sa puissance en juin 1990, avec l'entrée de sept de ses membres au gouvernement. Certes, Ariel Sharon avait déjà lancé son plan de colonisation effrénée deux ans auparavant, mais il faut savoir qu'il n'aurait jamais réussi à le faire s'il n'avait pas bénéficié des pressions politiques de l'extrême droite. Malgré son image extrémiste, Shamir n'est pas particulièrement enthousiasmé par le messianisme du Bloc de la foi, et il n'a jamais eu lui-même de grand projet de colonisation. En ce qui le concerne, il se serait peut-être contenté des 100 000 colons en place et n'aurait pas tout fait pour se brouiller avec James Baker au moment du débat sur l'octroi des garanties américaines. Les responsables de l'essor de la colonisation et du conflit avec les Américains sont l'aile radicale du gouvernement : Shamir, qui hait Sharon, sait que ce dernier pouvait faire tomber le gouvernement sur le sujet des implantations et il a cédé devant ses exigences, même lorsque cela signifiait d'humilier Baker par l'installation de *mobile homes* dès que l'avion du secrétaire d'État faisait route vers Lod.

Depuis le début de l'Intifada, la droite

traditionnelle ne cesse de se radicaliser. Les sondages indiquent que les partis Tehiya, Tsomet et Moledet doubleront leur nombre de sièges aux prochaines élections parlementaires et en obtiendront de 12 à 14. En leur ajoutant les extrémistes du Likoud, du Parti national religieux, d'Agoudat Israël et du Shass, le lobby du Grand Israël pourrait alors compter plus de 35 députés. D'où provient donc la crainte perceptible parmi eux ?

A l'opposé des autres partis politiques, ceux de la droite radicale n'ont pas pour seul objectif d'augmenter leur représentation politique, mais de stopper le processus de paix. Depuis qu'il est devenu impossible de compter sur les Palestiniens pour mettre un terme aux négociations, il ne reste aux adeptes du Grand Israël que deux possibilités d'atteindre cet objectif : gagner les élections ou disposer d'une force de pression assez puissante pour contrer celle des Américains sur le gouvernement. Or, il paraît de plus en plus improbable que l'une de ces deux conditions soit obtenue à la sortie des urnes. Ainsi, ils savent fort bien que même s'ils accroissent leur représentation politique, les électeurs de droite se sentent quand même plus concernés par leur niveau de vie que par le destin des implantations. Après les élections, ils craignent que les États-Unis resserrent le « lien » qu'ils ont déjà défini entre l'arrêt de la colonisation et l'aide financière à Israël, ce qui mènera presque certainement à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Il est difficile de prévoir si ces craintes se matérialiseront, mais il faut savoir que la droite radicale se prépare déjà à livrer sa grande bataille pour le Grand Israël dès le lendemain des élections. Leur pessimisme concernant leur participation future au gouvernement les mènera vers des actions extra-parlementaires plus dures que celles auxquelles ils nous ont déjà accoutumés, et peut-être même au-delà de cela.

Ehoud SHPRINZAK  
*Politica*, mars 1992.

## LES PROCHES DE DAVID LEVY PARLENT

Cet article est un condensé des réactions anonymes recueillies par la journaliste Hana Kim au sein du « camp Levy » pendant la semaine qui a suivi la menace de démission (non mise à exécution) du ministre israélien des Affaires étrangères. Au cours de cette même semaine, les élections internes au sein du Parti travailliste ont abouti à la formation d'une liste comptant treize Orientaux parmi les premiers quarante candidats de ce parti, et parmi eux plusieurs nouveaux venus. (NDT)

[...] Hier ma femme m'a dit que je suis jaloux des travaillistes, et c'est vrai. J'ai compris pourquoi la direction du Likoud refuse de changer le système électoral et d'instaurer des primaires au sein du parti. Si on avait eu cela, les gens comme nous auraient pu s'organiser et devenir députés, comme Elloul et Ben-Menahem chez les travaillistes. La liste des travaillistes ressemble à celle que nous avons il y a dix ans. Nous étions fiers de nos nouveaux élus, de nos jeunes Orientaux, Moshe Katsav, David Magen, Meïr Shitrit. Aujourd'hui, ces trois-là parlent comme si Shamir se tenait derrière eux avec un pistolet. Chez nous, les 800 membres du comité central sont nommés par la bande des vétérans de l'Irgoun et par un groupe de Polonais. Ce sont eux qui décident qui sera député. Il faut comprendre qu'il y a deux partis au sein du Likoud : celui des vétérans des groupes clandestins des années 1940, et celui des gens comme nous qui ont grandi dans les camps de transit dans les années 1950. Les travaillistes ont ouvert la consultation interne à 160 000 citoyens, et c'est ainsi que des gens de terrain ont été élus. Chez nous, il faut aller chercher des vieillards de 78 ans, vétérans du Stern, pour les faire voter au comité central.

Je vais vous raconter un secret : la semaine dernière, j'ai rassemblé les travaillistes de ma municipalité et je leur ai